



---

## Briefing: UNAMA

New York, le 21 juin 2024

Déclaration lue par Riccarda Chanda,  
Représentante permanente adjointe de la Suisse, Chargée d'affaires a.i.

---

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de remercier la Représentante spéciale, Mme Roza Otunbayeva et la Directrice de la Division des finances et des partenariats d'OCHA, Mme Lisa Doughten de leurs exposés. Nous sommes également reconnaissants à Mme Manizha Wafeq pour son témoignage clair et puissant.

Nous restons profondément préoccupés par la situation en Afghanistan. Aujourd'hui, je vais me concentrer sur trois points principaux :

Premièrement, comme le souligne le rapport du Secrétaire général, la situation économique de l'Afghanistan demeure catastrophique et sa population massivement dépendante de l'aide humanitaire. Dans ce contexte, les restrictions que les talibans continuent d'imposer, en particulier aux femmes et aux filles dont leur exclusion systématique de la vie publique et l'accès à une éducation de qualité, empêchent le peuple afghan de parvenir à la sécurité et à la prospérité. Comme nous l'avons entendu de Mme Wafeg et comme l'affirme Richard Bennett, Rapporteur spécial sur la situation des droits humains en Afghanistan : « *L'institutionnalisation par les talibans de leur système de discrimination, de ségrégation, de non-respect de la dignité humaine et d'exclusion visant les femmes et les filles, ainsi que les préjudices durables qu'il cause, devraient heurter la conscience de l'humanité* ». La Suisse réitère sa ferme condamnation de ces actions et reste solidaire avec le peuple afghan, en particulier avec les femmes, les filles, ainsi qu'avec les minorités ethniques et religieuses. Le respect de leurs droits humains, de leurs libertés fondamentales et leur participation à la vie publique doit demeurer une priorité pour la communauté internationale. Sans cela, il n'y aura pas de chemin vers un Afghanistan en paix avec lui-même, jouissant d'une croissance économique durable et offrant sécurité et stabilité à l'ensemble de sa population.

Deuxièmement, les enfants, qui devraient bénéficier d'une protection spéciale, sont particulièrement vulnérables en Afghanistan. La Suisse salue l'adoption des conclusions pertinentes du Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés. Nous sommes convaincus que ces conclusions sont essentielles pour renforcer la protection des enfants en Afghanistan et nous appelons toutes les parties à les mettre en œuvre et la MANUA à soutenir activement ces efforts.

Troisièmement, une autre crise complexe qui mérite toute notre attention est celle du changement climatique. Les sécheresses fréquentes, les crues éclair, la fonte des glaces avec la hausse des températures et la dégradation des sols ont de graves conséquences : ils déplacent des millions d'Afghans, menacent leur survie et pèsent lourdement sur une économie déjà fragile et largement dépendante de l'agriculture. Le nouvel agenda pour la paix nous rappelle qu'il faut relever les défis posés par le changement climatique et les inégalités qu'il engendre, tant pour le bénéfice de la planète que pour le développement, les droits humains et nos objectifs communs en matière de consolidation de la paix. Cela résonne particulièrement en l'Afghanistan et dans sa région, où la concurrence croissante pour l'eau peut rapidement devenir un facteur d'instabilité et d'insécurité pouvant aggraver les conflits. Ce n'est qu'en renforçant la coopération régionale et internationale, combinée avec un soutien continu aux communautés locales, que nous serons en mesure d'atténuer ces défis. Nous encourageons donc la MANUA à intensifier son rôle dans la promotion du dialogue et de la coopération au niveau régional concernant les effets du changement climatique sur les populations et les moyens de subsistance, et à renforcer la gestion durable des ressources en eau.

Monsieur le Président

À l'approche de la prochaine réunion des envoyés spéciaux à Doha, il reste impératif pour nous que le peuple afghan dans sa diversité, en particulier les femmes et les filles, soit inclus dans tous les processus liés à l'avenir du pays, y compris la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation indépendante. Leurs voix doivent être entendues. Il est donc important que des représentantes et représentants de la société civile soient systématiquement invités aux réunions de Doha et que des espaces adéquats soient réservés aux discussions sur les droits humains., en particulier ceux des femmes et des filles.

Je vous remercie.

Mr. President,

Let me begin by thanking the Special Representative, Ms. Roza Otunbayeva, and the Director of OCHA's Division of Finance and Partnerships, Ms. Lisa Doughten, for their presentations. We are also grateful to Ms. Manizha Wafeq for their important testimony.

We continue to be deeply concerned about the situation in Afghanistan. I'd like to focus on three main points today:

First, as the Secretary-General's report points out, Afghanistan's economic situation remains dire and its population heavily dependent on humanitarian assistance. In this context, the restrictions that the Taliban continue to impose, particularly on women and girls, whose systematic exclusion from public life and access to quality education is preventing the Afghan people from achieving security and prosperity. As we have heard from Ms. Wafeg and in the words of Richard Bennett, Special Rapporteur on the situation of human rights in Afghanistan: "The Taliban's institutionalization of its system of discrimination, segregation, disrespect for human dignity and exclusion of women and girls, and the harms that it has entrenched, should shock the conscience of humanity". Switzerland reiterates its strong condemnation of these actions and stands in solidarity with the Afghan people, in particular women and girls, as well as ethnic and religious minorities. Respect for their human rights, fundamental freedoms and participation in public life must remain a priority for the international community. Without this, there will be no path to an Afghanistan at peace with itself, enjoying sustainable economic growth and providing security and stability for all its people.

Second, children, who should benefit from special protection, are particularly vulnerable in Afghanistan. Switzerland welcomes the adoption of the relevant conclusions of the Working Group on Children and Armed Conflict. We are convinced that these conclusions are essential for strengthening the protection of children in Afghanistan, and we call on all parties to implement them, and on UNAMA to actively support these efforts.

Third, another complex crisis that deserves our full attention is climate change. Frequent droughts, flash floods, melting ice as temperatures rise, and land degradation are having serious consequences, displacing millions of Afghans, threatening their survival, and weighing heavily on an already fragile economy that is largely dependent on agriculture. The New Agenda for Peace reminds us that we must address the challenges posed by climate change and the inequalities it creates, both for the sake of the planet and for the sake of development, human rights and our shared peacebuilding goals. This is particularly true in Afghanistan and the surrounding region, where growing competition for water can quickly become a factor of instability and insecurity, exacerbating conflicts. Only by strengthening regional and international cooperation, combined with continued support for local communities, will we be able to mitigate these challenges. We therefore encourage UNAMA to strengthen its role in promoting regional dialogue and cooperation on the impact of climate change on populations and livelihoods, as well as on the sustainable management of water resources.

Mr. President

As we approach the next Special Envoy meeting in Doha, it remains imperative to ensure that the Afghan people, in all their diversity, particularly women and girls, are involved in all processes related to the future of the country, including the implementation of the

recommendations of the Independent Assessment. Their voices must be heard. Therefore, it is important that civil society representatives be invited to the Doha meetings and that adequate space be reserved for discussions on human rights, especially those of women and girls.

I thank you.